

Les Balkans

Fragmentés et convoités



Conseil scientifique

Patrick Allard
Gilles Andréani
Yves Boyer
Pierre Buhler
Frédéric Charillon
Jean-Arnault Dérens
Alain Dieckhoff
Alice Ekman
Julian Fernandez
Robert Frank
Stella Gervas
Pierre Grosser
Sabine Jansen
Maya Kandel
Maxime Lefebvre
Christian Lequesne
Céline Marangé
Jean Mendelson
Hélène Miard-Delacroix
Françoise Nicolas
Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Jean-Luc Racine
Frédéric Ramel
Philippe Ryfman
Dorothee Schmid
Serge Sur
Manon-Nour Tannous
Élie Tenenbaum
Olivier Zajec

Rédaction

Rédacteurs en chef
Serge Sur, Sabine Jansen

Équipe éditoriale
Ninon Bruguère
Jérôme Gallois

Stagiaire
Alexandra Fleisch-Viard

Cartographe
Cyrille Suss

Traductrice
Jane Roffe
www.oxford-comma.co.uk

Conception graphique
Nicolas Bessemoulin

Mise en page
Éric Monnier

Impression
DILA
26, rue Desaix
75015 Paris

Contacter la rédaction :

QI@dila.gouv.fr

Questions internationales assume la responsabilité du choix des illustrations et de leurs légendes, de même que celle des intitulés, chapeaux et intertitres des articles, ainsi que des cartes et graphiques publiés.

Les encadrés figurant dans les articles sont rédigés par les auteurs de ceux-ci, sauf indication contraire.

L'éclatement de la Yougoslavie, dans la décennie 1990, à la suite de la chute du mur de Berlin en 1989, a vivement contrasté avec le caractère démocratique et pacifique des transformations qu'a connues l'Europe avec la réunification allemande, la disparition du camp socialiste et l'effondrement de l'URSS. La guerre civile yougoslave a été violente. Elle a réintroduit le conflit armé en Europe, impliquant des membres de l'Union européenne, les États-Unis et l'OTAN, ainsi que l'ONU. Une génération plus tard, où en sont les Balkans ? C'est ce qu'explore le présent dossier.

Les promesses qui accompagnaient le retour à la paix, longuement retardée, ont-elles été tenues une génération plus tard ? Ces promesses, c'était le respect des droits de l'homme et des minorités (« commission Badinter » établie par la Communauté économique européenne, 1991), et la stabilité des États issus de la Yougoslavie (Pacte de stabilité en Europe, dit « projet Balladur », adopté en 1995), puis, sur ces bases, leur adhésion à l'Union européenne. Paix, liberté, prospérité semblaient poindre à l'horizon. L'immédiat a plutôt été le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY, 1993, institué par le Conseil de sécurité), chargé de juger les responsables de crimes de guerre ou crimes contre l'humanité. À l'heure actuelle, le bilan des Balkans est pour le moins mitigé, et contrasté, certains États étant en meilleure position que d'autres. Ils ont pu adhérer, mais d'autres restent très éloignés du respect des critères de Copenhague qui conditionnent l'admission.

Un cas limite est celui du Kosovo. Sa sécession d'avec la Serbie a été sanglante et n'est pas acceptée par tous, dont certains membres de l'Union. Le Kosovo au sujet duquel un mot circule : « Touristes, visitez le Kosovo ! Votre voiture y est déjà. ». Plus largement, les démocraties de ces pays sont imparfaites, leur situation économique dégradée, et beaucoup de leurs habitants les quittent ou songent à partir. Dans ces conditions, l'entrée dans l'Union européenne de l'ensemble balkanique serait-elle de nature à améliorer le sort des peuples qui le composent, et le renforcerait-il ? La question reste posée. La perspective d'une adhésion accélérée de l'Ukraine est de nature à plaider en leur faveur, au nom de l'ancienneté de leur candidature et de l'égalité entre les candidats.

Au-delà des relations entre l'Union européenne et les Balkans, on trouve aussi la présence intéressée de puissances extérieures, chacune avec ses objectifs, qui tous relèvent de la recherche d'influence : religieuse et culturelle pour la Turquie, économique, financière et militaire pour les États-Unis, culturelle et politique pour la Russie, économique et stratégique pour la Chine, parmi d'autres États. Devant réticences et retards de l'Union européenne, d'autres options s'ouvrent ainsi pour les pays balkaniques.

Pour ce qui est des rubriques récurrentes de *Questions internationales*, on ne quitte pas les « Questions européennes » avec la mer Baltique, devenue un espace de confrontation entre la Russie et ses voisins. Les « Portraits de QI » s'intéressent à la personnalité de Mikhaïl Gorbatchev, qui a porté, malgré lui, l'URSS au tombeau. On sort enfin d'Europe avec les « Regards sur le monde », et une étude sur l'Éthiopie et ses perspectives d'avenir, entre conflits, internes ou de voisinage, et montée en puissance.

Questions internationales

Sommaire

© René Mattes/Hermis via AFP / Le pont de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, symbole de la destruction puis de la reconstruction des Balkans



Dossier

Les Balkans Fragmentés et convoités

4 Ouverture – « On n'en finit pas avec les Balkans ! »

Serge Sur

14 Reconfigurations étatiques et enjeux mémoriels après l'éclatement de la Yougoslavie

Anne Madelain

31 La démocratisation des Balkans, un objectif oublié ?

Jean-Arnault Dérens

44 Influences mouvantes dans les Balkans occidentaux

Laurent Geslin

54 L'Europe et les Balkans : une relation contrariée

Sébastien Gricourt

64 Transformations démographiques et développement économique. Trois décennies de mutations radicales

Pierre Sintès

77 Balkans : un foisonnement de réseaux et de trafics criminels

Clotilde Champeyrache

89 Roumanie et Bulgarie, entre intégration européenne et défis internes

Traian Sandu

101 Le Kosovo face aux recompositions du nouvel ordre international

Belgzim Kamberi

Et les contributions de

Henriette Asséo (p. 108), Bayram Balci (p. 73), Jean-Arnault Dérens (p. 39), Ombeline Duprat (p. 27), Laurent Hassid (p. 41), Fabrice Jesné (p. 61), Bernard Lory (p. 98), Goran Sekulovski (p. 85) et Henry Zipper de Fabiani (p. 51).

Questions européennes

113 La Baltique : une mer trop petite pour la paix, trop connectée pour la guerre classique

Philippe Perchoc

Regards sur le monde

119 L'Éthiopie au XXI^e siècle : unité, puissance et réseaux

Alain Gascon

Portraits de Questions internationales

127 Mikhaïl Gorbatchev : fossoyeur de l'Union soviétique malgré lui

Taline Ter Minassian

Liste des cartes et encadrés

Abstracts

133 et 134

« On n'en finit pas avec les Balkans ! »

La formule provient d'un film de Pascal Bonitzer, *Cherchez Hortense* (2012). Elle est prononcée deux fois, une fois par le vice-président du Conseil d'État (joué par Claude Rich), l'autre fois par Henri Hortense (Philippe Duclos), sorte de gourou puissant introduit au cœur de l'État. L'intrigue est centrée sur l'obtention du droit d'asile par une jeune femme originaire de l'ex-Yougoslavie (Isabelle Carré). Rassurons-nous, tout finit bien, mais on mesure la lassitude face à des situations qui n'en finissent pas. On est encore loin d'en avoir fini aujourd'hui. Les pays balkaniques sont toujours un problème – pour la construction européenne, pour la sécurité européenne, pour eux-mêmes. Un problème qu'ils sont hors d'état de régler sans concours extérieurs, et concrètement sans aides extérieures. Rien de nouveau, puisque l'espace balkanique dans son ensemble a historiquement été caractérisé par la diversité conflictuelle, par les rivalités des empires, par les conquêtes extérieures dont il ne s'est que partiellement libéré.

La « poudrière des Balkans », voilà une expression ancienne, réactualisée avec la dislocation sanglante de la Yougoslavie au cours de la décennie 90 du précédent siècle. « Balkanisation » était aussi et demeure un cliché, désignant l'émiettement plus ou moins conflictuel d'un espace restreint. Si les Balkans ne présentent qu'une unité géographique relative, ils comportent des divisions historiques irréductibles. Le voisinage des pays qui les composent les condamne à la coexistence. Les Balkans pourraient apparaître comme un modèle réduit de l'Europe. Ils en seraient alors un modèle inversé, en ce que ses divisions se sont maintenues et, dans certains cas, aggravées. L'indépendance de ces pays est récente à l'échelle du temps européen, puisqu'elle n'est

pas antérieure au XIX^e siècle. Ils éprouvent les plus grandes difficultés à surmonter leur passé. La construction européenne leur offre-t-elle un avenir ? Les perspectives aléatoires d'adhésion de l'ensemble balkanique à une Union européenne encore inachevée renforcent-elles ou au contraire affaiblissent-elles le projet européen ?

Un espace dominé et déterminé par son histoire et par sa géographie

Les Balkans sont un espace européen périphérique et une histoire que ses peuples, entre féodalités, dominations impériales et rivalités nationales, ont rarement maîtrisée.

Une péninsule européenne périphérique

L'espace balkanique est une péninsule du sud de l'Europe bordée par trois mers, l'Adriatique à l'est, la mer Égée et la mer Noire à l'ouest. Elle s'étend sur environ 750 000 kilomètres carrés, pour une population estimée entre 70 et 80 millions d'habitants. Sa géographie physique est marquée par un massif montagneux, les Balkans. Le nom, d'origine ottomane, signifie précisément « montagne boisée ». Il a été attribué à l'ensemble par un géographe allemand au début du XIX^e siècle. Son extension aux territoires voisins reste discutée. Il est clair qu'en son cœur on trouve le territoire de l'ex-Yougoslavie, mais on y ajoute généralement l'Albanie, la Bulgarie, une partie de la Grèce, voire de la Roumanie, plaine danubienne qui appartient aussi bien à l'Europe centrale qu'orientale. La partie turque de l'Europe peut également en relever. Ces divers territoires sont de dimensions très inégales, autant que leurs populations sont multiples.

L'évolution territoriale des États des Balkans (1815-1923)



— Limite de la Confédération germanique



■ Occupé par l'Empire austro-hongrois jusqu'en 1908



■ Territoire rétrocédé à la Grèce en 1919

■ Occupé par la Grèce de 1919 à 1922



..... Limite de l'Empire austro-hongrois jusqu'en 1918

..... Limite de l'Empire russe jusqu'en 1917

Sources : *Questions internationales*, n° 23, « Les Balkans et l'Europe », janvier-février 2007 ; Josef Engel et Ernst Walter Zeeden (dir.), *Großer Historischer Weltatlas*, Bayerischer Schulbuch-Verlag, 1981 ; Paul Robert Magocsi, *Historical Atlas of Central Europe*, University of Washington Press, 2002 ; Ernst Bruckmüller et Peter Claus Hartmann (dir.), *Putzger Historischer Weltatlas*, Cornelsen, 2011 ; Christian Grataloup (dir.), *Atlas historique mondial*, Les Arènes - L'Histoire, 2019.

Influences mouvantes dans les Balkans occidentaux

Laurent Geslin

est journaliste indépendant.

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, Américains et Européens parlent-ils encore d'une même voix dans les Balkans ? Rien n'est moins sûr, alors que les attermoissements de Bruxelles permettent à des puissances extérieures de placer leurs pions dans la région, de la Chine aux Émirats arabes unis, sans oublier l'ombre de la Russie.

Le 12 mai 2026, Christian Schmidt annonçait devant les Nations Unies sa démission du poste de haut représentant de la communauté internationale à Sarajevo, officiellement pour des « raisons personnelles¹ ». Ancien ministre allemand de l'Agriculture, il avait pour mission de veiller à la bonne application des accords de paix de Dayton, qui ont mis fin à la guerre de Bosnie-Herzégovine en 1995. Le haut représentant nommé par le Peace Implementation Council (PIC), qui regroupe 55 pays et agences internationales, dispose de pouvoirs discrétionnaires très importants : il peut imposer des dispositions législatives, casser des lois et démettre des dirigeants élus.

Certes la légitimité de Christian Schmidt était contestée par la Russie, la candidature de ce dernier n'ayant, en 2021, pas été examinée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, comme c'était habituellement l'usage. Le haut représentant devait également faire face à l'opposition des dirigeants nationalistes serbes de Bosnie-Herzégovine, au premier rang desquels

Milorad Dodik, ancien président de la Republika Srpska condamné en 2025 à un an de prison et à six ans d'interdiction d'exercer une fonction publique, alors qu'il menaçait d'organiser un référendum pour proclamer l'indépendance de l'entité serbe de Bosnie.

En réalité, Christian Schmidt pourrait surtout avoir fait les frais de la nouvelle politique américaine dans les Balkans, depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. Selon des sources anonymes citées par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*², Washington aurait exigé le départ de l'Allemand, parce qu'il s'opposait au projet Southern Interconnection qui doit acheminer vers la Bosnie-Herzégovine du gaz naturel liquéfié (GNL) américain au départ du terminal GNL d'Omišalj, situé sur l'île de Krk, en Croatie.

Largement dépendante du gaz russe, la Bosnie-Herzégovine a signé, le 26 avril, un accord de 1,3 milliard d'euros avec la société AAFS Infrastructure & Energy pour la construction d'un gazoduc de 200 kilomètres

¹ <https://press.un.org/fr/2026/cs16357.doc.htm>

² <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/nach-druck-aus-USA-hoher-repraesentant-schmidt-erklaert-ruecktritt-200817404.html>



et de trois centrales thermiques. Selon l'ONG Transparency International, cet accord, conclu sans appel d'offres, profiterait à des proches du président américain³. AAFS Infrastructure & Energy est en effet dirigée par Joseph Flynn, frère du général Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, et par son ancien avocat Jesse R. Binnall.

En mars 2024, Jared Kushner, gendre de Donald Trump, avait, quant à lui, annoncé vouloir acquérir l'ancien bâtiment de l'état-major yougoslave, situé en plein centre de Belgrade, et l'île de Sazan, en Albanie, pour y construire des hôtels de luxe. Il a depuis renoncé à ses projets belgradois, officiellement en raison de l'opposition de la société civile. En revanche, il convoite des pans entiers de la côte albanaise, comme l'ancienne base militaire de la péninsule de Karaburun, qui ferme la baie de Vlora.

³ <https://ti-bih.org/ti-bih-warns-appointment-of-investor-through-amendments-to-the-southern-interconnection-law-sets-a-dangerous-precedent/?lang=en>

↑ Grâce à un prêt de la Chine de 813 millions d'euros, le Monténégro a décidé dans les années 2010 de construire l'une des autoroutes les plus chères au monde afin de relier le nord du pays à la côte adriatique. Acculé financièrement, Podgorica a ensuite appelé l'Union européenne à l'aide pour achever ce projet qui repose sur l'édification de 40 ponts et le percement de 90 tunnels. © Savo Prelevic/AFP

L'administration américaine est décidée à assurer la promotion des intérêts économiques du clan présidentiel, quitte à bousculer la stabilité précaire de la région, notamment en réformant la complexe architecture institutionnelle bosnienne née des accords de Dayton. L'ambassadrice adjointe des États-Unis à l'ONU expliquait, le 11 mai 2026, que le successeur de Christian Schmidt devrait avoir pour mission de «transférer la responsabilité de la gestion et du maintien de ces institutions aux dirigeants locaux⁴».

Originaire d'Herzégovine et proche des nationalistes croates, le lobbyiste américain Max Primorac soulignait déjà, à l'été 2025, pour le

⁴ <https://usun.usmission.gov/remarks-at-a-un-security-council-briefing-on-bosnia-and-herzegovina-3/>

Transformations démographiques et développement économique

Trois décennies de mutations radicales

Pierre Sintès

est agrégé de géographie et président de l'Association française d'études sur les Balkans (AFEBALK). Il enseigne la géographie sociale et politique à l'université d'Aix-Marseille¹.

Au-delà d'une simple crise démographique, les transformations observées dans les Balkans traduisent avant tout une recomposition des sociétés et des économies. La diminution de la population constitue un défi majeur pour les décennies à venir, mais elle s'accompagne de nouvelles formes de mobilité, d'une insertion croissante dans les réseaux économiques continentaux et d'une évolution profonde des structures productives. L'enjeu principal réside désormais dans la capacité des États de la région à transformer leur intégration fonctionnelle à l'Europe en un véritable projet de développement capable de limiter les fractures sociales, territoriales et démographiques.

Depuis la chute du rideau de fer en 1989 et l'effondrement des régimes socialistes, les sociétés du Sud-Est européen ont connu des transformations d'une ampleur exceptionnelle : guerres, transitions politiques, restructurations économiques, mouvements migratoires, ouverture aux marchés internationaux et intégration

progressive à l'Union européenne ont profondément remodelé les sociétés balkaniques. Au cours de cette période, les populations de la région ont largement diminué en raison d'une émigration massive et d'un effondrement de la natalité.

Il serait toutefois réducteur de considérer ces évolutions démographiques comme de simples conséquences des différentes crises traversées par la région depuis les années 1990. Elles y participent pleinement par leur influence directe sur les marchés du travail, les politiques

¹ Pierre Sintès est notamment l'auteur, avec Amaël Cattaruzza, d'*Atlas géopolitique des Balkans*, Autrement, Paris, 2^e édition, 2016, et des *Balkans en transformation*, avec Olivier Givre et Gilles de Rapper, Karthala, Paris, 2026.



↑ Les joueurs de l'équipe de football de Bosnie-Herzégovine lors d'un match de Coupe du monde face au Qatar, à Seattle le 24 juin 2026. Symbole de l'importance de la diaspora bosnienne, 17 des 26 internationaux sont nés à l'étranger, notamment en Allemagne, en Autriche, en Suède, en Suisse ou aux États-Unis, une diversité liée aux migrations successives qui ont marqué le pays. © Richard Heathcote/Getty Images via AFP

publiques, les équilibres territoriaux et les rapports de force politiques, pesant ainsi plus structurellement sur les trajectoires d'intégration européenne, les stratégies de développement économique et les capacités des États à maintenir leurs services publics ou à attirer les investissements. La démographie serait donc moins un simple indicateur que l'une des variables structurantes de l'avenir régional.

Mais, dans ce domaine, il est utile de rappeler que les Balkans ne constituent ni une unité démographique ni un ensemble économique homogène. Les écarts demeurent considérables entre les États les plus intégrés à l'économie européenne – Slovaquie ou Grèce – et ceux dont les trajectoires demeurent plus fragiles, comme l'Albanie ou plusieurs autres

pays des Balkans occidentaux. Les niveaux de richesse, les rythmes de dépeuplement, les structures par âge ou encore les réalités migratoires peuvent sensiblement différer d'un pays à l'autre, et cette fragmentation demeure l'une des caractéristiques fondamentales de la région.

Pourtant, une telle diversité n'empêche pas l'émergence de tendances communes tant l'ensemble est de nos jours engagé dans une transition vers une faible fécondité, des familles plus petites, une forte mobilité internationale et une dépendance accrue aux circulations de main-d'œuvre à l'échelle européenne.

Dans le même temps, les économies nationales ont convergé vers de nouveaux modèles reposant davantage sur la productivité, les investissements extérieurs, les transferts migratoires et les mécanismes d'intégration européenne. Derrière la diversité des situations nationales, c'est donc bien une trajectoire régionale qui se dessine, et qui place plus largement les Balkans au cœur des transformations qui affectent l'ensemble du continent européen depuis la fin du XX^e siècle.

Liste des cartes et graphiques

L'évolution territoriale des États des Balkans (1815-1923)	p. 5
L'évolution territoriale des États des Balkans (1941-2026)	p. 7
Les Balkans	p. 17
La Bosnie-Herzégovine (2026)	p. 21
Enjeux stratégiques dans les Balkans	p. 47
Les Balkans dans l'Union européenne	p. 57
Évolution du PIB par habitant dans les Balkans (1995-2025)	p. 60
Évolution de la population européenne (2014-2025)	p. 67
Fécondité, natalité, mortalité dans les Balkans (1950, 1990, 2025)	p. 69
Les Balkans : quelques indicateurs	p. 71
Indice de perception de la corruption en Europe (2025)	p. 81
Le PIB des Balkans (2024)	p. 93
La population du Kosovo (2024)	p. 105
La Baltique : un espace stratégique (2026)	p. 117
Éthiopie	p. 123

Liste des principaux encadrés

Les Balkans depuis 1989 : quelques éléments chronologiques	p. 24
La Bosnie-Herzégovine : les défis d'un État fragile (Ombeline Duprat)	p. 27
L'Adriatique, une mer oubliée ? (Jean-Arnault Dérens)	p. 39
La Slovénie : incertitudes politiques et européennes (Laurent Hassid)	p. 41
La France et les Balkans occidentaux (Henry Zipper de Fabiani)	p. 51
L'Italie et les Balkans : une nouvelle étape dans une relation de longue durée (Fabrice Jesné)	p. 61
La Turquie dans les Balkans : héritage, ambitions et limites d'une puissance en reconquête (Bayram Balci)	p. 73
L'orthodoxie dans les Balkans : entre nations, territoires et recompositions post-yougoslaves (Goran Sekulovski)	p. 85
Les racines amères de l'islam dans les Balkans (Bernard Lory)	p. 98
L'action européenne et les Roms des Balkans (Henriette Asséo)	p. 108
L'Éthiopie : quelques repères chronologiques	p. 120
L'Éthiopie : quelques indicateurs statistiques	p. 124